ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Secrétaire d'Etat aux Cantons de l'Est et au Tourisme, le 17 octobre 1973, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant statut de résistant au nazisme des régions annexées", a donné le 7 novembre 1973 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 17e oktober 1973 door de Staatssecretaris voor de Oostkantons en het Toerisme verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende statuut van weerstander tegen het nazisme uit de ingelijfde gebieden", heeft de 7 november 1973 het volgend advies gegeven :

INTITULE.

L'intitulé serait mieux rédigé en ces termes :

"Projet de loi portant statut de résistant au nazisme dans les régions annexées".

PREAMBULE.

Etant donné qu'il s'agit d'un projet de loi et non d'arrêté, les références qui figurent au préambule, de même que le considérant, doivent être omis et remplacés par la formule habituelle de présentation des projets de lois.

PRESENTATION DU PROJET.

Il y aurait avantage à subdiviser le projet en quatre chapitres.

Cette subdivision pourrait se faire selon le schéma suivant :

Chapitre Ier. Des bénéficiaires (articles Ier à 3).

Chapitre II. De la demande et de la procédure (articles 4 et 5, §§ 1, 2 et 3).

Chapitre III. Des commissions de reconnaissance (articles 5, §§ 4 à 8).

.../...

Chapitre IV. Dispositions finales (articles 6 à 9).

*

Article 1er.

Les conditions mises à la reconnaissance de la qualité de résistant au nazisme s'imposent en vertu de l'article 2 et les diverses causes d'exclusion sont applicables en vertu de l'article 3. Dès lors, au paragraphe 1er, les mots : "Pour autant qu'elles remplissent les conditions visées à l'article 2 et ne soient pas exclues en vertu de l'article 3" peuvent être supprimés.

Au même paragraphe, les mots "visée à l'article 6" devraient être insérés après les mots : "... de la décision d'octroi de la carte".

En ce qui concerne le § 2, il serait mieux rédigé comme suit :

"§ 2. Elles s'applique également aux personnes qui remplissent les conditions de résidence prévues au § 1er et qui, bien qu'étrangers au 10 mai 1940, sont bénéficiaires d'un statut de reconnaissance nationale et ont acquis ou recouvré la nationalité belge".

.../...

Article 2.

Le début de cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 2.-

La qualité de résistant au nazisme est reconnue : ...".

En ce qui concerne la phrase liminaire du 1), le mot "déjà" doit être supprimé. En effet, le Gouvernement entend certainement ménager la possibilité d'être reconnue en qualité de résistant au nazisme, aux personnes qui, dans l'avenir, pourraient encore être reconnues titulaire d'un des statuts de reconnaissance nationale.

En ce qui concerne le 2), la rédaction suivante est proposée pour le début de cette disposition :

"2) aux personnes ayant participé d'une manière désintéressée, pendant une durée de 6 mois au moins, à la résistance à l'ennemi par des actes tels que ...".

Au même 2), l'intention du Gouvernement est d'écarter du bénéfice de la loi l'aide à des personnes recherchées par l'ennemi en raison d'une infraction de droit commun. Il convient, dès lors, d'ajouter après les mots "recherchée par l'ennemi" les mots "pour toute autre raison qu'une infraction de droit commun".

La rédaction suivante est proposée pour le 3) :

.../...

"3) aux personnes qui, par la manifestation de leurs opinions politiques ou philosophiques, ont résisté d'une manière désintéressée à l'ennemi, dans d des conditions telles qu'elles s'exposaient à des représailles et qui, de ce fait, ont été arrêtées par la Gestapo, la Feldgendarmerie ou tout autre service favorisant la politique ou les desseins de l'ennemi et ont été emprisonnées, incorporées de force dans la Werharmacht ou déportées".

Article 3.

Il vaudrait mieux rédiger la disposition du 1° comme suit :

"1° les personnes condamnées après le 31 octobre 1940 pour crime ou délit ...".

Au 3°, le texte, tel qu'il est rédigé, n'a pas pour effet d'exclure du bénéfice de la loi les personnes qui, après avoir été déchues de leurs droits civils ou politiques en vertu des dispositions de l'arrêté-loi du 19 septembre 1945, ont recouvré ces droits en vertu de la loi du 30 juin 1961. Si telle n'était pas l'intention du Gouvernement, il y aurait lieu de prévoir une disposition expresse à cet égard.

.../...

D'autre part, l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 a été abrogé et remplacé par la loi du 14 juin 1948 relative à l'épuration civique et celle-ci, à son tour, a été abrogé et remplacé par la loi du 30 juin 1961. Dans ces conditions, il conviendrait d'ajouter au 3° les mots "et des lois qui l'ont remplacé".

En ce qui concerne le 5°, ce texte reprend la disposition de l'article 4, 2°, de l'arrêté-loi du 24 décembre 1946 organisant le statut des résistants civils et des réfractaires. Dans ces conditions, le Conseil d'Etat s'abstient d'émettre des observations au sujet de cette disposition dont la clarté laisse cependant à désirer.

Il est proposé de rédiger la finale du 6° de la manière suivante :

"... pour l'ennemi lorsqu'elles avaient atteint l'âge de 18 ans au moment de leur engagement".

Au 7° il y aurait lieu de remplacer les initiales N.S.D.A.P. par "Nationalsozialistische Deutsche Arbeiter Partei".

En ce qui concerne le dernier alinéa de l'article 3, il devrait faire l'objet d'un 8° rédigé comme suit :

.../...

"8°. Les personnes auxquelles une activité particulièrement utile à l'effort de guerre ennemi a permis d'échapper à l'enrôlement dans la Wehrmacht ou dans l'Arbeitsdienst".

Article 4.

Au § 2, il convient d'écrire : "et de la durée de celle-ci".

Article 5.

Au § 1er, il est proposé d'écrire :

"§ 1er. Les demandes fondées sur l'article 2, 1), de la présente loi sont soumises au Ministre compétent qui statue, par décision motivée sans avoir à saisir la commission prévue au § 4".

A l'alinéa 2 du même paragraphe, il est proposé de remplacer "sera" par "est".

La rédaction suivante est proposée pour le § 2 :

"§ 2. Les demandes fondées sur l'article 2, 2 à 5, sont soumises à l'examen de la commission prévue au § 4; le commission statue par décision motivée".

Il est proposé de rédiger le § 3 de la manière suivante :

"§ 3. Les décisions visées aus §§1er et 2 sont notifiées au requérant par lettre recommandée à la poste. Les décisions sont susceptibles d'un recours devant la commission d'appel visée au § 7 dans le délai de soixante jours à compter de la notification au requérant. Le recours du requérant est introduit par lettre recommandée à la poste adressée au ministre compétent.

Le même recours est ouvert au ministre dans le même délai contre les décisions visées au § 2.

Le recours du ministre est constaté par une inscription paraphée par le ministre ou par son délégué dans un registre d'appel et est notifié au requérant par lettre recommandée à la poste.

Les recours visés au présent paragraphe sont motivés".

A l'alinéa 1er du § 4, il y aurait lieu d'écrire :

" ...
- un président, magistrat de première instance, ... ;

.../...

- un secrétaire rapporteur ... ;
- quatre membres ...".

L'emploi des mots "présentés sur une liste double conjointement par ..." semble impliquer qu'il faut l'accord des différents groupements sur chacun des huit noms présentés. Si telle n'était pas l'intention du Gouvernement, le texte devrait être modifié en conséquence. La même observation vaut pour le § 7, alinéa 1er.

Plutôt que de viser expressément dans la loi le "Comité de Contact des associations patriotiques" et le "Comité de coordination des Victimes civiles de la Guerre", il vaudrait mieux laisser au Roi le soin de désigner les associations de droit ou de fait qui seront chargées de présenter la liste double. En effet, les organisations citées dans le projet sont des prganisations de pur fait dont la disparition pourrait paralyser la mise en oeuvre de la loi en projet.

La même observation vaut pour le § 7, alinéa 1er.

.../...

L'alinéa 2 du paragraphe 4 serait mieux rédigé comme suit :

"Le président et les membres de la Commission sont nommés par le Roi, sur proposition du ministre ayant l'Administration des victimes de la guerre dans ses attributions".

La même observation vaut pour le § 7, alinéa 2.

L'alinéa 3 du même paragraphe 4 serait mieux rédigé comme suit :

"Des membres suppléants pourront être nommés dans les mêmes conditions".

La même observation vaut pour le § 7, alinéa 3.

La phrase finale du premier alinéa du § 5 devrait être rédigée en ces termes : "A défaut de comparution, la commission peut passer outre et statuer sur les conclusions".

Il est proposé d'insérer le texte suivant entre les alinéas 1er et 2 du § 5 :

.../...

Le dernier alinéa du littera b), serait mieux rédigé comme suit :

"Lorsque les activités du requérant au cours d'une même période se rattachent à plusieurs des catégories énumérées à l'article 2, cette période ne sera comptée qu'une fois".

Au § 7, alinéa 1er, il y a lieu de lire :

"- un président, magistrat du degré d'appel, effectif, ...;
- un secrétaire rapporteur ...;
- deux membres ... ".

§ 8. Compte tenu des articles 14 et 15 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, le § 8 doit être omis.

Article 6.

Le début de l'alinéa 1er devrait se lire:

"Toute décision d'attribution de la qualité de résistant au nazisme dans les régions annexées...".

.../...

Il ne paraît pas normal de faire approuver le modèle de la carte par le législateur lui-même. Si le Gouvernement partage cette opinion, la finale de l'alinéa 1er devrait se lire : " ... sous forme d'une carte dont le Roi détermine le modèle".

Pour réparer une inadvertance du projet, il est suggéré de rédiger comme suit les deux derniers alinéas de l'article 6.

"En cas de décès de celui-ci, la carte à titre posthume est délivrée au conjoint survivant sauf s'il est dans un des cas d'exclusion prévus par l'article 3".

Article 7.

A l'article 7, il y a lieu de lire :

"Article 7.-

Il est créé une médaille de résistant au nazisme dans les régions annexées ...".

Article 8.

Il est proposé d'écrire :

.../...

"Article 8.-

Le bénéfice de la présente loi ne peut en aucun cas constituer un droit à l'obtention ...'.

Article 9.

Cet article 9 doit être supprimé.

*
* *

Dans l'ensemble du projet de loi il y a lieu en vue d'unifier la terminologie, de choisir entre le terme "demandeur" et le terme "requérant".

OPSCHRIFT.

Een beter opschrift zou zijn :

"Ontwerp van wet houdende statuut van deelnemer aan het verzet tegen het nazisme in de ingelijfde gebieden".

AANHEF.

Het ontwerp is er een van wet, niet van besluit. De in de aanhef voorkomende verwijzingen en de considerans moeten dus worden weggelaten en vervangen door het gewone indieningsformulier voor wetsontwerpen.

INRICHTING VAN HET ONTWERP.

Het ontwerp zou beter worden ingedeeld in vier hoofdstukken.

Het volgende schema wordt in overweging gegeven :

Hoofdstuk I. Gerechtigden (de artikelen 1 tot 3).

Hoofdstuk II. Aanvraag en procedure (de artikelen 4 en 5, §§ 1, 2 en 3).

Hoofdstuk III. Erkenningscommissies (artikel 5, §§ 4 tot 8).

Hoofdstuk IV. Slotbepalingen (de artikelen 6 tot 9).

.../...

Artikel 1.

De voorwaarden tot erkenning als deelnemer aan het verzet tegen het nazisme worden vastgesteld bij artikel 2, en de oorzaken van uitsluiting vinden toepassing krachtens artikel 3. In § 1 kunnen de woorden : "Voor zover zij de in artikel 2 bepaalde voorwaarden vervullen en zij krachtens artikel 3 niet uitgesloten zijn" dus worden geschrapt; de tekst begint dan met : "Deze wet vindt toepassing op hen die ...".

In dezelfde paragraaf schrijve men "... toekenning van de in artikel 6 bedoelde kaart".

Voor § 2 zou een betere lezing zijn :

"§ 2. Zij vindt eveneens toepassing op hen die de bij § 1 gestelde voorwaarden inzake verblijfplaats vervullen en die, ofschoon zij vreemdeling waren op 10 mei 1940, een statuut van nationale erkentelijkheid bezitten en de Belgische nationaliteit hebben verkregen of herkregen".

Artikel 2.

De aanvang van dit artikel leze men als volgt :

"Artikel 2.-

Als deelnemer aan het verzet tegen het nazisme worden erkend : ...".

.../...

In het inleidende zinsdeel van 1) schrappe men het woord "reeds". De Regering bedoelt stellig degenen die in de toekomst nog een der statuten van nationale erkentelijkheid toegekend mochten krijgen, de kans te laten om als deelnemer aan het verzet tegen het nazisme te worden erkend.

Voor de aanvang van 2) wordt de volgende lezing voorgesteld :

"2) zij die gedurende ten minste 6 maanden belangeloos hebben deelgenomen aan het verzet tegen de vijand door daden als : ...".

Over 2) moet nog worden opgemerkt, dat de Regering van het voordeel van de wet bedoelt uit te sluiten de hulpverlening aan personen die door de vijand werden opgespoord wegens een gemeenrechtelijk misdrijf. "Iedere door de vijand opgespoorde persoon" moet dus worden : "enige persoon die door de vijand om enige andere reden dan een gemeenrechtelijk misdrijf werd opgespoord".

Voor 3) wordt de volgende lezing voorgesteld :

"3) zij die zich door het uiten van hun politieke of filosofische overtuiging op belangeloze wijze tegen de vijand hebben verzet onder zodanige omstandigheden dat zij zich aan vergeldingsmaatregelen van zijnentwege blootstellen, en die ten gevolge daarvan zijn aangehouden door de Gestapo, de Feldgendarmerie of enige

.../...

andere dienst welke de politiek of de oogmerken van de vijand begunstigde, en gevangengezet, verplicht bij de Wehrmacht ingelijfd of weggevoerd zijn".

Artikel 3.

De aanvang van dit artikel kan beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 3.-

Van het voordeel van deze wet worden uitgesloten :

1° zij die na 31 oktober 1940 veroordeeld zijn wegens misdaad of wanbedrijf ...".

De tekst onder 3° heeft, zoals hij is gesteld, niet tot gevolg dat van de wet worden uitgesloten zij die de burgerlijke of politieke rechten, waarvan zij vervallen waren verklaard krachtens het bepaalde in de besluitwet van 19 september 1945, hebben herkregen krachtens de wet van 30 juni 1961. Mocht de Regering het anders bedoelen, dan moet in een uitdrukkelijke bepaling daaromtrent worden voorzien.

De besluitwet van 19 september 1945 is door de wet van 14 juni 1948 betreffende de epuratie inzake burgertrouw, en deze weer door de wet van 30 juni 1961 opgeheven en vervangen. Daarom voege men aan 3° de woorden toe : "en van de wetten die ze hebben vervangen".

.../...

Onder 5° is overgenomen de bepaling van artikel 4, 2°, van de besluitwet van 24 december 1946 waarbij het statuut van de burgerlijke weerstanders en werkweigeraars wordt ingericht. De Raad onthoudt zich derhalve van opmerkingen bij die bepaling, ofschoon ze allesbehalve duidelijk is.

Voorgesteld wordt, de tekst onder 6° als volgt te lezen :

"zij die vrijwillig voor de vijand hebben gewerkt, als zij bij hun dienstneming de leeftijd van 18 jaar hadden bereikt".

Onder 7° schrijve men voluit "Nationalsozialistische Deutsche Arbeiter Partei".

Het laatste lid van artikel 3 zou 8° moeten worden, met de volgende lezing :

"8° zij die, dank zij een voor de vijandelijke oorlogvoering bijzonder nuttige activiteit, aan inlijving bij Wehrmacht of Arbeitsdienst hebben kunnen ontsnappen".

Artikel 4.

In § 2 leze men : "van hun verzet tegen het nazisme".

.../...

Artikel 5.

In § 1 leze men :

"§ 1. De aanvragen op grond van artikel 2, 1), van deze wet worden voorgelegd aan de bevoegde Minister, die bij een met redenen omklede beslissing uitspraak doet zonder de in § 4 bedoelde commissie te raadplegen".

In het tweede lid van § 1 schrijve men : "Van de beslissing tot erkenning wordt ... kennis gegeven".

Voor § 2 wordt de volgende tekst voorgesteld :

"§ 2. De aanvragen op grond van artikel 2, 2 tot 5, worden voorgelegd aan de commissie bedoeld in § 4; de commissie doet uitspraak bij een met redenen omklede beslissing".

Voor § 3 wordt de volgende lezing voorgesteld :

"§ 3. Van de beslissingen bedoeld in de §§ 1 en 2 wordt aan de aanvrager kennis gegeven bij een ter post aangetekende brief. Tegen de beslissingen kan bij de commissie van beroep, bedoeld in § 7, beroep worden aangetekend binnen een termijn van zestig dagen te rekenen van de kennisgeving aan de aanvrager. Het beroep van de aanvrager wordt ingesteld bij een ter post aangetekende brief aan de bevoegde minister.

.../...

Een zelfde beroep kan binnen dezelfde termijn door de minister worden ingesteld tegen de beslissingen bedoeld in § 2.

Het beroep van de minister wordt vastgesteld bij een door de minister of zijn gemachtigde geparafeerde inschrijving in een appelregister, en aan de aanvrager wordt kennis ervan gegeven bij een ter post aangetekende brief.

De in deze paragraaf bedoelde beroepen worden met redenen omkleed".

In het eerste lid van § 4 leze men :

"Een uit zes leden bestaande commissie van eerste aanleg wordt ingesteld, die zitting houdt te Eupen en samengesteld is als volgt :

- een voorzitter, die werkend, plaatsvervangend of eremagistraat in eerste aanleg is;
- een secretaris-verslaggever, behorend tot het Bestuur ...;
- vier leden, die houder zijn van ...".

De woorden "op een dubbele lijst gezamenlijk voorgedragen door ..." lijken te impliceren, dat het akkoord van de onderscheiden groeperingen vereist is over elk van de acht voorgedragen namen. Is dat niet de bedoeling van de Regering, dan moet de tekst dienovereenkomstig worden gewijzigd. Een zelfde opmerking geldt voor § 7, eerste lid.

.../...

In de wet vermelde men niet uitdrukkelijk het "Contactcomité van de vaderlandslievende verenigingen" en het "Coördinatiecomité der burgerlijke oorlogsslachtoffers"; het kan beter aan de Koning worden overgelaten, te bepalen welke verenigingen in rechte of welke feitelijke verenigingen de dubbeltallen zullen voordragen. De in het ontwerp genoemde organisaties zijn immers zuiver feitelijke organisaties, waarvan de verdwijning de inwerkingstelling van de ontwerp-wet lam zou kunnen leggen.

Een zelfde opmerking geldt voor § 7, eerste lid.

Het tweede lid van § 4 leze men als volgt :

"De voorzitter en de leden van de commissie worden door de Koning benoemd, op voordracht van de minister tot wiens bevoegdheid het Bestuur voor de oorlogsslachtoffers behoort".

De opmerking geldt ook voor § 7, tweede lid.

Het derde lid van § 4 leze men als volgt :

"Plaatsvervangende leden kunnen onder dezelfde voorwaarden worden benoemd".

De opmerking geldt eveneens voor § 7, derde lid.

.../...

De slotzin van het eerste lid van § 5 leze men als volgt : "Bij niet-verschijning kan de commissie de behandeling voortzetten en uitspraak doen op conclusies".

Voorgesteld wordt, de volgende tekst in te voegen tussen het eerste en het tweede lid van § 5 :

"De zittingen zijn openbaar, behoudens zitting met gesloten deuren, voor elk geval afzonderlijk uit te spreken door de voorzitter als hij het nodig acht. De beslissingen worden steeds in openbare zitting uitgesproken".

In het zesde lid van § 5 vervange men de woorden "Wanneer zij zetelen" door "Per zitting".

In het achtste lid leze men : "... voor de directeurs van de onderscheiden ministeriële departementen vastgesteld bij de reglementering betreffende de vergoeding wegens reis- en verblijfkosten van de leden van het personeel der ministeries".

Paragraaf 6 leze men als volgt :

"§ 6. De beslissing vermeldt de duur van de in aanmerking genomen periode van verzet tegen het nazisme :

a) voor de in artikel 2, 1), van deze wet bedoelde personen is de in aanmerking te nemen duur die welke is vastgesteld in de beslissing waarbij het voordeel van het statuut van nationale erkentelijkheid wordt toegekend;

.../...

b) voor in artikel 2, 2 tot 5, bedoelde personen moet de in aanmerking te nemen duur noodzakelijk liggen tussen 10 mei 1940 en 8 mei 1945".

Het laatste lid onder b) kan beter als volgt worden gelezen :

"Wanneer de activiteiten van de aanvrager tijdens een zelfde periode onder meer dan één van de in artikel 2 opgesomde categorieën vallen, wordt die periode slechts eenmaal aangerekend".

In § 7, eerste lid, leze men :

"- een voorzitter, die werkend, plaatsvervangend of eremagistraat in hoger beroep is;
- een secretaris-verslaggever, behorend tot ...;
- twee leden, die houder zijn van ...".

§ 8. Gegeven de artikelen 14 en 15 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State moet § 8 vervallen.

Artikel 6.

Het eerste lid zou als volgt moeten beginnen :

"Voor elke beslissing tot toekenning van de hoedanigheid van deelnemer aan het verzet tegen het nazisme in de ingelijfde gebieden ...".

.../...

Het lijkt niet normaal, dat de wetgever zelf het model van de kaart goedkeurt. Als de Regering er ook zo over denkt, leze men het slot van het eerste lid als volgt : "... in de vorm van een kaart waarvan de Koning het model vaststelt".

Om een onachtzaamheid van het ontwerp te herstellen geeft de Raad in overweging de twee laatste alinea's van artikel 6 als volgt te lezen :

"Ingeval deze is overleden wordt de postume kaart afgegeven aan de overlevende echtgenoot, behalve wanneer deze zich in een der bij artikel 3 bedoelde gevallen van uitsluiting bevindt".

Artikel 7.

In artikel 7 leze men :

"Artikel 7.-
Een medaille van deelnemer aan het verzet tegen het nazisme in de ingelijfde gebieden wordt ingesteld".

Artikel 8.

In de Franse tekst schrijve men : "un droit à l'obtention".

.../...

Artikel 9.

Dit artikel dient te worden geschrapt.

*
* *

Terwille van de eenheid van terminologie in het ontwerp moet een keuze worden gedaan tussen de woorden "aanvrager" en "verzoeker".

La chambre était composée de

Messieurs : G. VAN BUNNEN, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

F. REMION, conseillers d'Etat,
H. ROUSSEAU, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
G. ARONSTEIN, bijzitter van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. JP. HAESAERT, premier auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. G. VAN BUNNEN.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. JP. HAESAERT, eerste auditeur.